

**Pourquoi et comment  
l'enseignement supérieur et la recherche  
peuvent peser pour les peuples du Proche-Orient ?**

**① Pourquoi ?**

Solidaires a eu plusieurs expressions par rapport à la situation au Proche-Orient depuis le 7 octobre 2023 ([encore dernièrement](#), suite aux bombardements à Rafah). Ces expressions le répètent, il faut un cessez-le-feu immédiat et pérenne dans la Bande de Gaza, l'entrée sans restriction de l'aide humanitaire et la libération des otages et de tous les prisonniers politiques palestiniens soumis à des traitements inhumains.

**En plus de notre pouvoir citoyen de nous exprimer et de manifester, nous avons, en tant qu'acteurs et actrices du système français de recherche et d'enseignement supérieur, des moyens pour agir, dont nous devons nous saisir. Lesquels et comment ?**

**② Quels leviers pour agir ?**

Les exactions du gouvernement et des colons israéliens ne sont pas nouvelles. La situation d'apartheid est maintenant reconnue par les plus grandes ONG de défense des droits humains (dont Amnesty International et Human Rights Watch) après enquêtes approfondies [1,2]. A l'intérieur de l'état d'Israël cela se matérialise par une discrimination entre juifs et arabes (citoyenneté, logement, droits civiques, droit à la propriété), la répression politique interne. Dans les territoires palestiniens, Israël poursuit sa colonisation et ses persécutions.

**Face à ces exactions, nos camarades palestiniens et israéliens nous ont proposé des moyens d'action**

Les gouvernements d'Israël ont une fragilité potentielle : leur image en Occident. Israël veut continuer à paraître cet allié de l'Occident en Orient, censé défendre des valeurs de modernité (démocratie, libéralisme, tolérance, ...) face aux conservatismes et fanatismes régionaux. L'état d'Israël développe donc une stratégie globale pour défendre son image [3]. La fragilisation de cette image, par des campagnes de boycott par exemple, peut constituer un puissant levier pour la lutte.

D'autres leviers existent, notamment sur le plan économique. C'est en ce sens que les militant-es Palestinien-nes du BNC ont lancé la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) pour faire pression sur le gouvernement israélien et ses complices tant que le droit international ne sera pas respecté. Les trois demandes principales de la Campagne BDS sont la fin de l'occupation et de la colonisation, et le démantèlement du Mur ; la fin de l'apartheid entre citoyens d'Israël et le respect, la protection et la mise en œuvre du retour des réfugiés palestiniens, comme le stipule la résolution 194 de l'ONU [4].

Pour ce faire, la campagne BDS préconise le boycott des entreprises et produits israéliens, ainsi que des institutions universitaires, culturelles et sportives israéliennes ou parrainés par l'État israélien, le désinvestissement des entreprises internationales du marché israélien et des sanctions appliquées d'État à État, pour que cesse l'impunité.

En France, la campagne BDS fait l'objet de nombreux soutiens dont notre syndicat SUD Recherche et son Union syndicale Solidaires, mais aussi la CNT et un nombre grandissant de syndicats de la CGT, ainsi qu'une soixantaine d'organisations, dont l'UJFP, l'AURDIP, ATTAC, le NPA, l'UCL, le PG, Ensemble [5]. Malgré cela, la campagne BDS est très critiquée jusqu'au sommet de l'État, et particulièrement son volet universitaire.

### ③ Quel boycott universitaire ?

La forme la plus classique de boycott universitaire consiste à remettre en cause toute collaboration entre une institution universitaire ou de recherche avec une université ou une entreprise israélienne, d'autant plus si ces collaborations relèvent du domaine militaire, ou impliquent l'université d'Ariel, illégale en droit international, installée dans une colonie elle-même illégale. Malheureusement, les informations sur les partenariats sont difficiles à obtenir.

Plus courant dans la vie d'un.e enseignant.e, d'un chercheur ou d'une chercheuse, l'invitation à une conférence en Israël qui implique nécessairement la participation de partenaires institutionnels israéliens, et qui doit donc être boycottée [6]. Enfin, le boycott économique peut aussi se décliner à l'université, comme par exemple le boycott des ordinateurs et des imprimantes Hewlett Packard.

En ces temps de répression de l'expression publique de soutien à la cause palestinienne, on peut comprendre que ces boycotts se fassent discrètement, mais il faut aussi garder à l'esprit qu'un appel public au boycott, éventuellement sous forme de communiqués publics, syndicaux ou non, ou de résolutions universitaires, permet justement de protéger les autres étudiant.es et enseignant.es voulant prendre le même chemin.

L'Université est censée être un lieu de savoir et de débats, où la question palestinienne devrait pouvoir être abordée librement. Nous savons que ce n'est pas le cas, et c'est pourquoi nous incitons également enseignant-es et étudiant-es à organiser des conférences sur la Palestine.

Ce boycott est institutionnel. Nous n'appelons pas à cesser toute collaboration avec nos *collègues* travaillant en Israël - même s'il est parfois difficile de fixer des limites -, dont certain-es luttent contre leur gouvernement et pour les droits des Palestinien-nes, et qui ne doivent pas se retrouver isolé-es. Il faut au contraire augmenter notre soutien aux organisations (syndicats, associations professionnelles) qui depuis les universités israéliennes s'expriment et luttent contre la politique de Netanyahu.

En parallèle, il nous faut aussi soutenir activement nos collègues universitaires palestinien-nes et leurs institutions. La situation n'est pas « en miroir » ! un boycott des institutions palestiniennes isolerait nos collègues, faisant plutôt le jeu des forces obscurantistes à l'œuvre. Pour nous, toute action tendant à permettre à ce peuple d'accéder à une pleine citoyenneté, sans discrimination, ne peut qu'aller dans le sens de l'affaiblissement des fascismes qui cherchent à susciter et exploiter la haine dans des buts racistes, religieux ou totalitaires.

Dès 2011, l'Université de Johannesburg a rompu ses liens avec l'université Ben Gourion puis avec toutes les universités israéliennes, suivie ensuite par de nombreuses autres universités dans le monde. De nombreuses associations universitaires, ainsi que des milliers d'universitaires soutiennent le boycott universitaire d'Israël, y compris des français [7]. Citons : la American Studies Association, la African Literature Association, le Latin American Council of Social Science, la American Anthropological Association, la Teachers Union of Ireland, les professeurs de l'Université de Brasilia, la Fédération des Étudiants Francophones de Belgique, la National Union of Students (UK), les étudiants de NYU, Amherst, Urbana-Champaign, Columbia, Pomona et Georgetown aux USA, les étudiants de l'Université de Madrid etc.

**Nous pouvons donc boycotter les institutions Israéliennes. Nous pouvons demander à nos établissements de cesser toute collaboration avec ces institutions. Nous pouvons refuser des achats d'équipement à des entreprises Israéliennes.**

**Nous avons donc des moyens d'agir dans nos métiers.**

[1] <https://www.hrw.org/report/2021/04/27/threshold-crossed/israeli-authorities-and-crimes-apartheid-and-persecution>

[2] <https://www.amnesty.org/fr/latest/campaigns/2022/02/israels-system-of-apartheid/>

[3] <https://agencemediapalestine.fr/blog/2019/05/12/leurovision-au-service-de-la-marque-israel/>

[4] <https://www.bdsfrance.org/qui-sommes-nous/appel-de-la-societe-civile-palestinienne/>

[5] <https://www.bdsfrance.org/qui-sommes-nous/signataires-de-la-campagne-bds-france/>

[6] <https://www.bdsfrance.org/fiche-conseil-pour-refuser-de-vous-rendre-a-une-conference-en-israel/>

[7] <https://blogs.mediapart.fr/hela-vousfi/blog/140124/appel-du-monde-academique-francais-pour-la-palestine>